



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Bilan de la politique gouvernementale

Question au Gouvernement n° 1902

Texte de la question

BILAN DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

M. le président. La parole est à M. Fabien Di Filippo.

M. Fabien Di Filippo. Monsieur le Premier ministre, deux ans jour pour jour après l'arrivée d'Emmanuel Macron aux responsabilités, l'espoir et le renouveau ont laissé la place à la déception, à la colère, au ras-le-bol. (« *Eh oui !* » sur les bancs du groupe LR.)

M. Maxime Minot. Il a raison !

M. Fabien Di Filippo. Un anniversaire loin d'être joyeux pour les Français ! Si toutes les fractures de notre pays ne sont pas apparues avec vous, vos décisions et votre arrogance collective ont contribué à toutes les aggraver. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR. – Exclamations sur les bancs du groupe LaREM.*)

Trois Français sur quatre rejettent déjà votre politique. Hausse de la CSG et des taxes sur le carburant, limitation à 80 kilomètres par heure : ce sont vos décisions ! Deux tiers des retraités ont subi de lourdes pertes de pouvoir d'achat, les entreprises redoutent maintenant les milliards d'euros d'impôts supplémentaires annoncés et les agriculteurs n'ont pas vu leurs revenus progresser ni leurs contraintes baisser.

Les Français ne sont pas dupes, monsieur le Premier ministre ! Vos mesures d'urgence ne leur rendent qu'une petite partie de ce que vous leur avez pris en 2018 et les chiffres concrets rendent bien mieux compte de la médiocrité de votre bilan que vos discours grandiloquents. Avec vous, la France n'est pas seulement devenue championne du monde de football : elle est surtout championne du monde des taxes et impôts qui étouffent entreprises et ménages. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

Pour la première fois de son histoire, la France présentera cette année le pire déficit budgétaire de la zone euro, avec un montant de dépenses publiques jamais vu. En matière d'immigration, votre obsession à vouloir répartir les migrants plutôt qu'à empêcher l'arrivée de ceux que nous ne pouvons plus accueillir débouche sur un record de titres de séjour et une hausse de 11 % de l'immigration. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LR.*) Ces résultats déplorables et vos dépenses supplémentaires sans économies sont la garantie d'un nouveau matraquage fiscal pour les entreprises et les salariés. L'affaire Benalla et les gilets jaunes, enfin, ont montré votre cynisme, vos dissimulations et votre manque de lucidité et d'écoute.

Monsieur le Premier ministre, après avoir dit tout et son contraire pendant deux ans, comptez-vous continuer à faire de votre mandat le jumeau pitoyable de celui de François Hollande ? (*M. Marc Le Fur applaudit.*) Ce sont toujours les travailleurs et les classes moyennes qui, in fine, payent la note de votre absence de courage et de vos mensonges ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

M. le président. La parole est à Mme la secrétaire d'État auprès du Premier ministre, porte-parole du Gouvernement.

Mme Sibeth Ndiaye, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, porte-parole du Gouvernement. Monsieur le député, je vous remercie pour votre question, qui me donne l'occasion d'effectuer un point d'étape sur l'action du Gouvernement depuis deux ans. Je crois utile en la matière de rappeler d'où nous partions.

M. Éric Straumann. Allons-y !

Mme Sibeth Ndiaye, secrétaire d'État. Quelle situation avons-nous trouvée en arrivant aux responsabilités ? *(Exclamations sur les bancs du groupe LR.)* Tout d'abord, un taux de chômage très élevé.

M. Maxime Minot. Vous étiez où, avant ?

Mme Sibeth Ndiaye, secrétaire d'État. Notre pays, depuis des décennies, était abattu par un chômage de masse qui, je le rappelle, s'élevait à 9,6 % en 2017. *(Mêmes mouvements.)*

M. Thibault Bazin. Et qui était à Bercy ?

M. le président. S'il vous plaît !

Mme Sibeth Ndiaye, secrétaire d'État. Il est de 8,8 % en 2018. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)*

Dans notre pays, l'idée même de l'ascenseur social n'était plus qu'un concept, et non une réalité. Et ce pays, enfin, était perclus de déficits : en 2016, le déficit public s'élevait à 3,5 % du PIB. Nous avons réussi à le ramener à 2,8 % en 2017 et à 2,5 % en 2018.

Un député du groupe LR. Et le prix du pétrole ?

M. Christian Jacob. Et l'affaire Benalla ?

Mme Sibeth Ndiaye, secrétaire d'État. Pour mesurer le chemin parcouru depuis ces deux dernières années, il est utile de rappeler les objectifs du Gouvernement. Notre premier objectif était de relancer le moteur économique : c'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous avons, à travers une politique fiscale ambitieuse, relancé l'investissement. Je vous rappelle aussi la réforme de l'ISF que nous avons menée, la diminution attendue de l'impôt sur les sociétés et enfin la mise en place du prélèvement forfaitaire unique.

M. Fabien Di Filippo. Vos éléments de langage sont périmés !

Mme Sibeth Ndiaye, secrétaire d'État. De la même manière, nous avons eu comme ambition de fluidifier le marché du travail. Le résultat est au rendez-vous puisque nous avons créé 500 000 emplois en deux ans et que le taux de chômage a baissé de plus d'un point depuis que nous sommes arrivés aux responsabilités. *(Exclamations sur les bancs du groupe LR.)*

Notre ambition est également d'attaquer les inégalités à la racine, tant les inégalités de destin, avec l'école de la confiance, que les inégalités du quotidien.

M. Thibault Bazin. Vous ne répondez pas à la question ! Vous lisez des fiches !

M. Éric Straumann. Ce n'est pas la bonne page !

Mme Sibeth Ndiaye, secrétaire d'État. C'est la raison pour laquelle nous avons investi massivement, afin que le

travail paye mieux en France. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*) Je crois fortement que nous avons réduit ces inégalités.

Notre dernière priorité enfin est l'écologie. Je n'irai pas plus loin, mais je suis fière de ce bilan ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM et quelques bancs du groupe MODEM.*)

Données clés

Auteur : [M. Fabien Di Filippo](#)

Circonscription : Moselle (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1902

Rubrique : Gouvernement

Ministère interrogé : Porte-parole du Gouvernement

Ministère attributaire : Porte-parole du Gouvernement

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [8 mai 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [8 mai 2019](#)